



Les acteurs en ordre de bataille pour mettre en œuvre le PUDC

En visite en Allemagne en début de semaine, où il a participé à la Conférence « Africameets Business », une initiative des parlementaires allemands, le ministre togolais des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, Robert Dussey a invité le secteur privé allemand à venir au Togo du 3 au 6 avril prochain pour prendre part au « Printemps de la coopération Togo-Allemagne » à Lomé.

Le chef de la diplomatie togolaise avait à ses côtés, Gerd Müller, le ministre allemand de la Coopération économique et du développement.

Celui-ci n'a pas manqué, à l'occasion, de réitérer à ses compatriotes, ce qu'il est venu voir au Togo en début de cette année, lors d'une visite de quelques jours pour l'évaluation des progrès faits par le Togo. Il a parlé des grands travaux, des capacités actuelles du Port autonome de Lomé, le seul port en eau profonde de la sous-région ouest africaine et l'aérogare en finition.

Le ministre togolais a en marge de cette rencontre qui réunit les grandes sociétés d'Allemagne, rencontré le Secrétaire d'Etat parlementaire à la défense, Markus Grubel. Au cœur des discussions entre les deux (2) personnalités, le sommet extraordinaire de l'Union africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique que le Togo accueille en octobre prochain.

« L'Allemagne se réjouit de l'initiative prise par l'Etat

togolais d'abriter une telle rencontre et félicite le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, pour son rôle de leadership sur les questions liées à la sécurité et la sûreté maritimes. Elle s'engage donc aux côtés du Togo pour la réussite de cette importante rencontre », s'est félicité M. Grubel.

La coopération entre l'Allemagne et le Togo a été reprise en 2011. Aujourd'hui, le degré de relations diplomatiques et économique entre les deux pays est très avancé.



L'accès à l'information devient une réalité au Togo

La liberté d'accès à l'information et à la documentation publique est désormais garantie au Togo par une loi votée par l'Assemblée nationale il y a quelques jours au cours d'une séance extraordinaire présidée par le président de ladite institution, Dama Dramani, en présence du commissaire du gouvernement, le ministre en charge de la Communication, Guy Madjé Lorenzo.

Pour le ministre, cette loi permettra désormais à l'administré, de sortir des rumeurs et de la désinformation, en faisant le geste le plus simple qui est d'introduire une requête afin d'avoir la bonne information.

« Le nombre de documents et d'informations produit par jour

par l'administration togolaise, est immense et cette loi vise à doter chaque citoyen de l'information utile, afin non seulement de l'orienter dans ces prises de décisions mais également de faire de lui un citoyen actif, responsable pour le développement de notre pays ».

Elle vient également faciliter le travail aux hommes de médias dans le pays, qui peuvent avoir un accès plus facile aux informations.

« Il appartient donc aux journalistes d'en faire un usage professionnel, et nous émettons le souhait de voir la presse togolaise sortir de la logique des rumeurs, de la désinformation et des contre-vérités qui font du tort à notre pays », a-t-il lancé.

Au cours du vote, les députés du **Groupe parlementaire ANC** se sont abstenus mais la majorité parlementaire, c'est-à-dire les députés d'UNIR, ont donné leur onction à ce projet de loi.

Pour Me **Isabelle Améganvi**, présidente du groupe ANC, il se trouve que le projet de loi comporte plus de « restrictions » que de « libertés ».

« Ce projet de loi a des avantages pour les citoyens, le gouvernement et les institutions », a estimé de son côté, **Christophe Tchao**, président du groupe parlementaire UNIR.

Le nouveau texte vient, selon les informations, renforcer la transparence et la gouvernance, aux côtés du code pénal en vigueur depuis quelques mois.



Le Togo mal classé dans le World Happiness Report 2016

Quelle place occupe le Togo dans le rapport du bonheur mondial 2016 publié depuis ce mercredi ? Selon le World Happiness Report 2016 qui classe le Danemark premier pays au monde où il y a plus de bonheur suivi de la Suisse, le Togo occupe l'avant-dernière place des pays africains classés.

Selon ce rapport des Nations Unies, le Togo vient au 155^{ème} rang mondial sur le plan du bonheur. Il est suivi par la Syrie et le Burundi qui clôture le classement.

Le premier pays africain le plus heureux est l'Algérie, 38^{ème} rang mondial.

Le World Happiness Report est fait suivant les critères, à savoir le Produit intérieur brut (PIB), les soutiens sociaux, l'espérance de vie, la liberté sociale, la générosité et l'absence de corruption.

Il a été publié pour la première fois en 2012. S'en est suivi celui de 2013. En 2014, il n'y a pas eu de rapport. Le dernier remonte à 2015.



Présidentielle au Bénin : Lionel Zinsou et Patrice Talon au second tour, selon la Cour constitutionnelle

Les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle du 6 mars dernier au Bénin ont été donnés ce dimanche par la Cour constitutionnelle. Les grandes tendances annoncées par la Commission électorale nationale autonome (CENA) ont été confirmées.

Selon la Cour constitutionnelle, aucun des 33 candidats en lice n'a pu recueillir les 1.509.230 voix qui représentent la majorité absolue.

Au second tour, l'actuel Premier ministre et candidat de l'Alliance des Forces Cauris pour un Bénin émergent (FCBE), Lionel Zinsou, 858.080 voix, soit 27,11% sur un total de 3.164.988 suffrages exprimés, va en découdre avec l'homme d'affaires, Patrice Talon qui a recueilli 746.528 voix, soit 23,52%.

Sébastien Ajavon, Abdoulaye Bio Tchané et Pascal Koukpaki suivent respectivement avec 22,07%, 8,29% et 5,60%.

Pour rappel, le dauphin du président béninois sortant, Thomas Boni Yayi, Lionel Zinsou jouit du ralliement de deux (2) grands, notamment, celui de l'actuel président de l'Assemblée

nationale, Adrien Houngbédji.

Patrice Talon fait partie d'une coalition nommée « coalition de la rupture au Bénin. Font partie de ce regroupement, les 3^{ème} et 4^{ème} du premier tour.



Agbéyomé Kodjo : « La décentralisation ne s'improvise pas, il faut ouvrir le débat »

La question de la décentralisation et surtout de l'organisation par le Togo des premières élections locales depuis bientôt 30 ans revient avec acuité.

L'ancien Premier ministre, Agbéyomé Kodjo, président national de l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS), invité ce dimanche sur l'émission « 12-13 » de la radio Nana FM s'est largement prononcé sur la même question.

Sur l'immédiateté de ces élections très attendues, M. Kodjo estime que si le processus pour ces élections est lancé demain, le Togo ne pourra pas organiser ces élections dans les six (6) mois à venir. Il faut, selon lui, pour aller aux

élections locales, ouvrir les débats.

« Il y a un certain nombre de dispositions qu'il faut prendre, c'est-à-dire ouvrir le débat avec tous les acteurs. En ce moment, nous devons dire quel type de décentralisation nous voulons implémenter au Togo ? Est-ce que nous organisons en même temps les élections pour dégager les conseillers municipaux ruraux, urbains, les conseillers de préfecture ? Il faut aussi régler la question du découpage électoral qui doit obéir à des réalités socio-culturelles, l'accompagnement financier à accorder aux collectivités décentralisées et l'encadrement technique qu'il faut mettre en place », a-t-il indiqué.

Pour l'ancien ministre de l'intérieur, le retard pris par le pays en matière de décentralisation, est une « bonne chose », dans la mesure où cela a permis de voir les erreurs des autres. « Le Mali avait commencé très tôt. S'il avait réussi, il ne serait pas dans l'état actuel aujourd'hui. Nous savons ce qui a fait échouer la décentralisation dans un certain nombre de pays. La structure mise en place par le ministère de l'Administration territoriale à cet effet a été dans tous les pays voisins et elle a produit un rapport qui n'est pas encore publié », a fait savoir le président d'OBUTS.

Il a souhaité que le chef de file de l'opposition, Jean-Pierre Fabre, leader de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) consulte son « file », c'est-à-dire l'opposition dans son ensemble. OBUTS, selon lui, est suffisamment avancé sur ce sujet et fera des « propositions utiles » pour, a-t-il dit, que le Togo puisse faire une « décentralisation de qualité ».



Rigogo : « Je me suis engagée dans ce combat pour conscientiser les jeunes sur les risques de l'aventure »

Sur l'application, il existe depuis quelques temps une plateforme créée par une Togolaise vivant à Paris en France. Dénommée « Bisous là-bas », cette plateforme essaie d'apporter du sourire à ceux qui la fréquentent. Véritable outil où on trouve un peu de tout pour garder le sourire à travers les réconforts qui tombent par-ci et par-là, « Bisous là-bas » gagne du terrain.

La Voix de la Nation a pu dénicher celle qui est cachée derrière cette plateforme, en l'occurrence sa fondatrice, Afiwa Judith Denke, alias « rigogo ». Dans cet entretien exclusif, celle-ci retrace ce qui l'a poussé à penser à la création d'un tel environnement. Elle livre également ses attentes.

Voici l'interview

Bonjour Madame Rigogo, présentez-vous à nos lecteurs et dites nous d'où vient le nom Rigogo.

Bonjour, je suis mademoiselle Denke, épouse Ajavon Afiwa Judith dite (rigogo) « bisous là-bas ». Je suis née au Togo. Actuellement, je suis en France (Paris). Je suis auxiliaire de

vie, je m'occupe des personnes âgées.

Le nom rigogo vient du fait que dans mon adolescence, j'ai été vraiment affectée par le manque de câlins, de bisous et d'ambiances sereines autour de moi et du coup, je me suis dit qu'il est tant de créer cette affection autour de tous ceux ou toutes celles qui en ont besoin pour leur plein épanouissement.

Supposons qu'on rende visite à une personne qui est dans des soucis et sans issues. La manière de la consoler, de la conseiller sauvera cette dernière, même le pire des ennemis a besoin des avances et de conciliations pour oublier les antécédents.

Qu'est-ce qui vous a inspiré à créer la plateforme 'WhatsApp' dénommée « Bisous là-bas »?

Au Togo, j'ai vu des petites filles de 13 ans se prostituer, des voleurs qu'on brûle (cri) ? Y a-t-il une personne qui vole parce qu'elle doit voler ou se prostituer si tout va du moins un peu bien? Ce sont ces questions qui m'ont poussée à créer cette plateforme.

Sur votre plateforme, vous essayez autant que faire se peut de conseiller les jeunes togolais qui sont encore au pays sur les réalités de l'occident. Pourquoi êtes-vous engagée dans ce combat?

Je me suis engagée dans ce combat pour conscientiser les jeunes sur les risques de l'aventure et les encourager à apprendre des métiers qui feront d'eux les responsables de demain et leurs permettront l'autosuffisance.

Si les jeunes continuent de vouloir s'envoler pour l'occident, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va pas chez eux? Ne pensez-vous pas la même chose?

Au prime abord, j'ai senti le besoin d'aider les couples en

difficultés et leur permettre une ambiance conviviale. Mais par la suite, je me suis rendue compte que bon nombre de mes concitoyens togolais en particulier et les Africains en général ont une ambition poussée du voyage vers l'Occident dans le but d'un lendemain meilleur. Dans cette optique je me suis dit qu'il y'a un problème et il est tant d'y remédier en luttant contre l'extrême pauvreté.

Qu'attendez-vous du gouvernement togolais pour atteindre votre objectif ?

Mon souhait est que le gouvernement togolais puisse nous accompagner dans la mesure du possible dans nos démarches administratives et pourquoi pas nous subventionner pour nous encourager.

Le monde entier vient de célébrer le 8 mars dernier la journée internationale de la femme. Quelle est votre conception de cette journée et comment l'avez-vous commémorée?

Le 8 mars comme vous pouvez le savoir, la journée internationale de la femme est pour moi la fête qui vient encore donner une empreinte à l'émancipation de la femme et donc elle reconnaît les prouesses réalisées par les femmes dans le monde entier et dans tous les domaines jadis réservés aux hommes. Mais de mon côté, je l'ai fêtée par des menaces et humiliations téléphoniques de part le monde entier surtout ceux qui n'ont pas compris le bien fondé de ma lutte.

Votre mot de fin

Je tiens sincèrement à remercier le journal " la voix de la nation" accessible au www.lavoixdelanation.info de m avoir accordé tout ce temps pour m écouter et faire passer mon message à l'endroit du public, surtout à mes concitoyens togolais de par le monde. Je dis également merci à tous ceux qui me soutiennent pour qu'ensemble nous puissions corriger le mal qui ruine la vie de nos frères et sœurs afin de vivre en toute liberté au Togo.



Pierre Laporte félicite le Togo pour les réalisations dans le projet corridor Abidjan-Lagos

Le Projet de facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan-Lagos (PFCTCAL), une initiative de la Banque mondiale pour booster l'intégration dans la sous-région ouest africaine, prend fin le 30 septembre prochain.

Avec 33 millions de dollars, soit 20 milliards de francs, la Banque mondiale a fait plusieurs réalisations au nombre desquelles un parking pour gros porteurs sur une superficie de 20.100m² avec une capacité d'accueil pour 200 camions, le pont d'Aného, la voie urbaine réhabilitée qui traverse la ville à la gare routière, le magasin de marchandises par les services douaniers à Sanvee-Condji et les nouveaux logements des familles affectées.

Pour constater de visu ce qui a été fait sur le terrain, le Directeur des opérations de la Banque mondiale au Togo, Pierre Laporte a effectué une visite dans cette ville. Il était accompagné de Joëlle Businger, la Représentante résidente de la Banque mondiale au Togo, du Directeur de cabinet du ministre de la Planification du développement, Essohanam

Edjéou, du coordonnateur du projet, Essobozou Awadé et des autorités locales.

Face à la presse à la fin de la visite, le responsable de l'institution bancaire a fait des confidences.

« Les infrastructures ont donné un nouveau visage à la ville, elles contribuent à décongestionner le trafic au niveau de la frontière et à faciliter le commerce et le transport sur la portion togolaise. Je suis content que le projet a pu régler les questions liées au recasement des familles touchées par ce projet. Certainement, le Togo est en avance sur presque tous les autres pays dans ce projet. La Côte d'Ivoire par exemple est un peu en retard par rapport à ce projet. Cela est exemplaire. Je tiens à féliciter le gouvernement et tous les autres acteurs », a-t-il indiqué.

Selon les informations, au 1^{er} mars 2016, les 33 millions de dollars, soit 20 milliards de francs CFA promis par la Banque, ont été décaissés à 97,45%.

« C'est une joie pour nous de voir ces infrastructures qui ont été rénovées et renforcées mais aussi de voir le commerce se développer tous ces pays et que le mouvement des biens et des personnes soit plus fluide pour encourager l'activité économique mais aussi le développement du pays », a déclaré Joëlle Businger.

Selon le Directeur des opérations de la Banque mondiale au Togo, avec résidence à Abidjan, le Togo peut encore espérer plus autres projets dans les mois et années à venir.

Lomé accueille la 5ème édition du colloque sur « l'Eau, et le développement durable »

Environ trois cents (300) délégués et experts venus de dix (10) pays d'Afrique subsaharienne, maghrébine et d'Europe participent depuis ce lundi à la 5^{ème} édition du colloque scientifique international axé sous le thème : « Eau, développement durable (E3D) ».

C'est une initiative de l'association innovation et technologie de Sfax (Tunisie), des écoles des mines d'Alès et de Saint Etienne (France), de l'Université Senghor d'Alexandrie (Egypte) et des Universités de Lomé et de Kara (Togo) avec un sous thème : « quel type de coopération entre les universités et les industries pour un développement durable ? ».

Ouverte par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Octave Nicoué Broohm, en présence de son collègue de l'Environnement et des ressources forestières, André Johnson, cette rencontre scientifique internationale de cinq (5) jours se veut un cadre d'échange entre chercheurs et industriels sur la gestion raisonnée de l'eau, le traitement et la valorisation des déchets et la promotion des énergies renouvelables.

Selon les indicateurs, plus de 3 milliards de citoyens génèrent 1,3 milliard de tonnes de déchets solides par an, soit 1,2 kg par personne par jour. Cette quantité de déchets passera à 2,2 milliards de tonnes en 2025, ce qui représente une hausse de 70% provenant des villes à forte croissance des pays développés.

« Au-delà des conventions internationales, il importe de nous mobiliser davantage pour rechercher et promouvoir les meilleures stratégies de gestion et de traitement des déchets. Faire des déchets domestiques et industriels des sources de matières secondaires, des alternatives d'énergies renouvelables », a indiqué M. Broohm.

Pour le président de E3D, Martin Yelkouni, la gestion des déchets leur offre l'opportunité de relever le défi de la salubrité et des emplois verts dans la mesure du possible, d'où l'importance de ce colloque qui, selon lui, mobilise l'expertise francophone et africaine autour des débats et un partage d'expériences avec conférences plénières en terme de communication.

Saluant cette rencontre, le ministre de l'Environnement et des ressources forestières a pour sa part indiqué qu'en dehors des préoccupations purement scientifiques qui réunissent ces participants, il faut reconnaître que la question de l'environnement et du développement durable en appelle à l'urgence d'une réaffirmation des grands principes partagés au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Il a par ailleurs ajouté qu'il faudra également une prise de conscience collective, à la responsabilité des citoyens par des actions fortes et politiques plus volontaristes.

Pour information, les dix (10) pays participants à ce colloque sont le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, la France, Haïti, la Suisse, la Tunisie, le Niger et le Togo.



Me Yawovi Agboyibor confirme la crise au sein du CAR

Au cœur du clivage qui secoue le parti, certains tenants dudit parti, notamment Dr James Amaglo, responsable des affaires politiques au sein du parti, ont proposé à Me Agboyibor de revenir à la tête du parti pour une « période transitoire », pour, indique la lettre, « réinsuffler au parti l'esprit qui prévalu à sa création ».

Un consensus a été dégagé le lundi 23 novembre 2015 à la réunion du présidium du parti mais les choses se sont compliquées à la réunion qui a suivi deux (2) jours après.

« La cassure a franchi un seuil que personne ne pouvait soupçonner lorsqu'à la réunion du présidium du 15 février 2016. Le président Apévon a déclaré qu'il n'entend pas rechercher le consensus avec ceux qui ne sont pas de son bord », lit-on.

Dans sa lettre Me Yawovi Agboyibor dit faire depuis quelques temps l'objet d'une « campagne de dénigrement » basées sur des mensonges grotesques ».

« Pendant qu'on s'attelait à dénouer la crise, des éléments de l'un des bords en dissension, se sont organisés pour envoyer partout sur le territoire national, des appels téléphoniques et des textos avec un cliché d'intoxication tentant à faire croire que je serais en train de chercher à revenir au devant

du parti et qu'il faut que tous les militants se mobilisent pour m'empêcher », écrit-il.

Pour que les choses ne s'enveniment, l'ancien Premier ministre propose qu'une solution soit trouvée avant la tenue du prochain congrès du parti qui doit avoir lieu probablement en octobre prochain.



Dama Dramani qualifie l'élection présidentielle burkinabé

Le Président de l'Assemblée nationale togolaise, Dama Dramani, invité il y a quelques jours par son homologue burkinabé, Salif Diallo, à l'ouverture solennelle des travaux de l'Assemblée nationale du pays des hommes intègres, a pris la parole à la tribune de l'hémicycle burkinabé pour féliciter le Président Rock Marc Christian Kaboré, pour sa « brillante » élection à la tête du Faso.

Pour M. Dramani, le fait pour les adversaires du successeur de Blaise Compaoré de reconnaître leur défaite, est « une belle leçon de maturité politique et de démocratie ».

Devant ses homologues ghanéen, nigérien, malien sénégalais et français, le Président de l'Assemblée nationale togolaise a

également touché du doigt l'attentat terroriste du 15 janvier qui a frappé de plein fouet la capitale burkinabé.

« Me trouvant à Ouagadougou, je ne peux manquer d'évoquer l'attentat terroriste perpétré contre le peuple du Burkina le 15 janvier 2016. A cet égard, je voudrais au nom de la représentation nationale togolaise, associer ma voix aux condamnations unanimes du terrorisme sur toutes ses formes et exprimer le soutien et la solidarité du peuple togolais pour être aux côtés du Burkina Faso dans cette dure épreuve », a-t-il souligné.

Pour lui, il n'est pas question de toucher aux valeurs républicaines en général et la liberté d'opinion et le droit de chaque être humain à la vie, en particulier.